

Le fruit interdit



Augmentation spectaculaire des résidus des pesticides les dangereux dans les fruits et légumes produits en Europe. Démonstration d'une violation flagrante par les gouvernements de leurs obligations légales.



Résumé exécutif

Les citoyens européens sont exposés à une hausse préoccupante de la fréquence et de l'intensité des résidus de pesticides les plus toxiques présents dans les fruits et légumes vendus dans l'Union européenne (UE). Les conclusions de ce rapport contredisent les annonces officielles selon lesquelles l'utilisation des pesticides toxiques serait en baisse et les niveaux de résidus alimentaires sous contrôle. Ce rapport dénonce également l'échec total des États membres et de la Commission européenne à mettre en œuvre la réglementation européenne et à protéger les consommateurs.

Ce rapport se concentre sur les résidus d'une catégorie de pesticides définis comme "plus dangereux" par la Commission européenne dans le cadre de la stratégie européenne ["de la ferme à l'assiette"](#). Ils font partie de la catégorie de pesticides la plus réglementée, liée à une série de maladies chroniques, dont les cancers, les problèmes cardiovasculaires ou le diabète. Ils peuvent également être hautement toxiques pour l'environnement, empoisonnant les rivières et autres précieux écosystèmes¹. Le [règlement européen](#) lui-même les identifie comme les pires pesticides restant sur le marché de l'UE, c'est-à-dire les pesticides les plus dangereux et qui devraient être désignés comme tels.

Ce rapport examine non seulement l'étendue de la contamination des fruits et légumes produits dans l'UE avec ces pesticides les plus toxiques, mais aussi, pour la première fois, les tendances sur la durée. Les chercheurs ont analysé les résultats d'un programme européen d'échantillonnage gouvernemental suffisamment important pour être considéré représentatif de l'exposition du public. Cela a révélé une tendance dramatique à la hausse des fruits contaminés par la catégorie la plus dangereuse de pesticides entre 2011 et 2019, dernière année pour laquelle les données étaient disponibles pour cette étude. Alors que les kiwis étaient presque exempts (4%) de ces substances les plus toxiques en 2011, près d'un tiers (32%) étaient contaminés en 2019. De même, la moitié (50%) de toutes les cerises échantillonnées par les agences nationales étaient contaminées en 2019, contre 22% en 2011. Cette augmentation de la fréquence des fruits et légumes contaminés vendus aux consommateurs va de pair avec une augmentation de l'intensité des pesticides utilisés dans les mélanges. Alors que 6,4% des fruits se sont révélés être contaminés par au moins deux de ces pesticides les plus toxiques en 2011, ce chiffre est passé à 10,2% en 2019. Bien que les scientifiques [mettent en garde](#) contre les preuves croissantes que

¹ Annexe II, point 4, du règlement (CE) n° 1107/2009.

Résumé exécutif

ces "cocktails chimiques" amplifient les effets sur la santé humaine, ces combinaisons ne sont [toujours pas](#) évaluées par les autorités, alors que la réglementation l'exige². Enfin, ce rapport souligne la quasi-omniprésence de ces pesticides les plus toxiques dans certains cas. En 2019, 87% des poires produites en Belgique étaient contaminées par au moins l'un d'entre eux et 85% au Portugal. De même, 74% des cerises cultivées en Espagne étaient touchées, et 85% des céleris d'Italie.

Dans le cadre de la stratégie européenne "de la ferme à l'assiette" présentée en 2020, l'utilisation de cette catégorie de pesticides les plus dangereux devrait être réduite de moitié d'ici à 2030 dans l'UE. Sur la base des ventes, la Commission européenne [annonce](#) déjà une réduction de 12% en 2019 par rapport à 2015-2017. Cependant, ce rapport, qui fournit des preuves de la quantité de pesticides qui finissent effectivement dans les aliments consommés quotidiennement par une [grande majorité](#) des consommateurs européens, réfute fortement cette affirmation: en 2019, la proportion de fruits et légumes contaminés par les pesticides les plus dangereux a augmenté de 8,8% par rapport à 2015-2017. Cette méthodologie alternative révèle que l'utilisation des pesticides les plus dangereux en Europe est en fait en hausse et non en baisse. Les lois sont ignorées et les consommateurs sont de plus en plus exposés aux pesticides. Ces résultats révèlent que l'Europe s'éloigne plus qu'elle ne se rapproche d'une agriculture plus durable. Alors que les autorités se contentent [d'indicateurs](#) de progrès peu fiables, les résidus de pesticides observables, leur impact sur la santé humaine et le déclin de la biodiversité révèlent une histoire différente.

L'analyse commence en 2011, lorsque l'utilisation de ces pesticides les plus dangereux aurait dû, comme le prévoit la législation, avoir

commencé à diminuer de manière significative. En effet, ces substances les plus dangereuses appartiennent à un groupe appelé "candidats à la substitution", défini dans le règlement (CE) n° 1107/2009. Compte tenu de la très grande préoccupation pour la santé humaine et l'environnement que posent ces substances, les États membres sont légalement tenus de les remplacer par des alternatives plus sûres depuis 2011. Cette règle aurait dû garantir une élimination progressive et sectorielle de ces pesticides. En mettant en évidence une tendance spectaculaire à la hausse de leurs résidus au cours des 10 dernières années, ce rapport [confirme](#) le rejet total du principe de substitution par les États membres au détriment de la santé des consommateurs et de l'environnement.

Le rapport montre que cette incapacité à mettre en œuvre la substitution a conduit à une augmentation de la résistance des plantes et des insectes à ces pesticides les plus dangereux, entraînant une utilisation accrue de ces substances année après année plutôt qu'à leur élimination progressive. Si un engagement ferme n'est pas pris de remplacer ces substances par des alternatives plus sûres, en accord avec une gestion de lutte intégrée et durable, leur utilisation continuera d'augmenter (ainsi que la résistance biologique).

Par conséquent, ce rapport tire la sonnette d'alarme et appelle à une action politique forte pour mettre véritablement le système alimentaire européen sur la voie de la durabilité. Il appelle notamment à la substitution de 100 % des pesticides les plus dangereux par les États membres d'ici 2030, dans le cadre de la stratégie européenne "de la ferme à l'assiette", avec l'adoption d'objectifs de réduction contraignants au niveau des États membres et la réforme des indicateurs d'utilisation des pesticides.

² Article 4, paragraphe 3, point b), du règlement (CE) n° 1107/2009 et article 14 du règlement (CE) n° 396/2005.

